



HAUTES-ALPES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°05-2023-087

PUBLIÉ LE 16 MAI 2023

Sommaire

Direction départementale des territoires / Service eau Environnement forêt

ACTE PUBLIABLE 05-2023-05-16-00004 - 20230512SEC AiP 26-05-84

Lez-Aygues signz (16 pages)

Page 3

Direction départementale des territoires

ACTE PUBLIABLE 05-2023-05-16-00004

20230512SEC AiP 26-05-84 Lez-Aygues signz



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DES HAUTES-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DU VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La Préfète,
La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du
Mérite

Le Préfet,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du
Mérite

La Préfète

ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL

N° 26-2023- EN DATE DU 12 MAI 2023

N° 05-2023- EN DATE DU 12 MAI 2023

N° 84-2023- EN DATE DU 12 MAI 2023

**PORTANT RESTRICTION DES USAGES DE L'EAU SUR LES BASSINS VERSANTS DU LEZ PROVENÇAL –
LAUZON ET DE L'ÆYGUES**

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles L. 211-3, R. 211-66 à R. 211-69 et R. 216-9 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2215-1 ;
- VU** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** le décret du 30 juin 2021 nommant Mme Elodie DEGIOVANNI, Préfète de la Drôme à compter du 19 juillet 2021 ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 nommant Mme Violaine DEMARET, Préfète de Vaucluse à compter du 23 août 2022 ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 nommant M. Dominique DUFOUR, Préfet des Hautes Alpes à compter du 23 août 2022 ;
- VU** l'arrêté du 21 mars 2022 du Préfet Coordonnateur du Bassin Rhône-Méditerranée approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin (SDAGE) et le programme de mesures 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée ;
- VU** l'arrêté du Préfet Coordonnateur du Bassin Rhône-Méditerranée du 23 juillet 2021, modifié par l'arrêté du 21 mars 2023, relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le Bassin Rhône-Méditerranée ;
- VU** l'arrêté interpréfectoral n°26-2022-04-06-00002 (Drôme) du 6 avril 2022, n° 05-2022-04-06-00013 (Hautes-Alpes) du 6 avril 2022 et 84-2022-04-07-00002 (Vaucluse) du 07 avril 2022 fixant, en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans les bassins versants du Lez provençal – Lauzon, de l'Æygues et de l'Ouvèze provençale ;

DDT de la Drôme
4, place Laennec
26 000 VALENCE
Tél. : 04 26 60 80 00
Mél. : ddt@drome.gouv.fr
www.drome.gouv.fr

DDT de Vaucluse
Cité administrative bat 5
84 000 AVIGNON
Tél. : 04 88 17 85 00
Mél. : ddt@vaucluse.gouv.fr
www.vaucluse.gouv.fr

DDT des Hautes-Alpes
3, place du Champsaur - BP50026
05 001 GAP Cedex
Tél. 04 92 40 35 00
Mél. : ddt@hautes-alpes.gouv.fr
www.hautes-alpes.gouv.fr

1/4

VU l'instruction de la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire du 23 juin 2020 précisant les orientations techniques à mettre en œuvre suite au retour d'expérience de la gestion de la sécheresse 2019 ;

VU le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse (à destination des services chargés de leurs prescriptions en métropole et en outre-mer) du Ministère de la Transition Ecologique de mai 2021 ;

VU l'avis du Comité interdépartemental « Ressources en Eau » des bassins du Lez Provençal – Lauzon et de l'Æygues formulé lors de sa réunion du 12 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT que les niveaux de l'ensemble des cours d'eau des secteurs Lez Provençal – Lauzon et Æygues ont respectivement dépassé les seuils d'alerte renforcée et d'alerte ;

CONSIDÉRANT le constat d'un début de saison d'étiage précoce dû au déficit hydrique et pluviométrique de début 2023, cumulé à une sécheresse exceptionnelle en 2022 et une très faible recharge des nappes souterraines ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable des membres du comité départemental « Ressource en eau » du 12 mai 2023 ;

SUR proposition des Directeurs Départementaux des Territoires de la Drôme, du Vaucluse et des Hautes Alpes ;

ARRÊTE

Article 1 : L'arrêté inter-préfectoral n°26-2023-04-17-00004 (Drôme) du 17 avril 2023, n°05-2023-04-17-00001(Hautes-Alpes) du 17 avril 2023 et n°84-2023-035 (Vaucluse) du 17 avril 2023 portant restriction provisoire des usages de l'eau sur les bassins versants du Lez Provençal – Lauzon et de l'Æygues est abrogé.

Article 2 : situation sur les zones des gestions du Lez Provençal-Lauzon et de l'Æygues .
Les niveaux de restrictions s'appliquent sur les zones d'alertes suivantes :

| Zones d'alerte | Ressource | Situation de gestion |
|------------------------|-------------------------------------|----------------------|
| Lez Provençal – Lauzon | Eaux superficielles et souterraines | Alerte renforcée |
| Æygues | Eaux superficielles et souterraines | Alerte |

La carte des secteurs concernés ainsi que la liste des communes concernées par ces zones d'alerte sont respectivement celles définies en annexe 2 et en annexe 3 de l'arrêté inter-préfectoral n°26-2022-04-06-00002 (Drôme) du 6 avril 2022, n° 05-2022-04-06-00013 (Hautes-Alpes) du 6 avril 2022 et 84-2022-04-07-00002 (Vaucluse) du 07 avril 2022 fixant, en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans les bassins versants du Lez provençal – Lauzon, de l'Æygues et de l'Ouvèze provençale et reprises en annexes 2 et 3 du présent arrêté.

Elles sont disponibles sur le site internet de la Préfecture de la Drôme : www.drome.gouv.fr, des Hautes-Alpes : <https://www.hautes-alpes.gouv.fr> et du Vaucluse : www.vaucluse.gouv.fr

DDT de la Drôme
4, place Laennec
26 000 VALENCE
Tél. : 04 26 60 80 00
Mél. : ddt@drome.gouv.fr
www.drome.gouv.fr

DDT de Vaucluse
Cité administrative bat 5
84 000 AVIGNON
Tél : 04 88 17 85 00
Mél. : ddt@vaucluse.gouv.fr
www.vaucluse.gouv.fr

DDT des Hautes-Alpes
3, place du Champsaur - BP50026
05 001 GAP Cedex
Tél. 04 92 40 35 00
Mél. : ddt@hautes-alpes.gouv.fr
www.hautes-alpes.gouv.fr

2/4

Article 3 : Mesures de restriction

Les mesures de limitation ou de restriction de l'usage de l'eau en situation de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont définies sur les tableaux de l'annexe 1 de l'arrêté inter-préfectoral n°26-2022-04-06-00002 (Drôme) du 6 avril 2022, n° 05-2022-04-06-00013 (Hautes-Alpes) du 6 avril 2022 et 84-2022-04-07-00002 (Vaucluse) du 07 avril 2022 fixant, en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans les bassins versants du Lez provençal – Lauzon, de l'Éygues et de l'Ouvèze provençale et reprises en annexe 1 du présent arrêté.

PRÉLÈVEMENTS ET USAGES CONCERNÉS :

Les mesures du présent arrêté concernent tous les prélèvements et les usages de la ressource en eau : Pour les usages économiques (agriculteurs, industriels), d'alimentation en eau potable des populations, de salubrité et de sécurité civile : il est tenu compte de l'origine de l'eau. Les restrictions s'appuient sur le périmètre géographique du bassin de gestion sur lequel le prélèvement d'eau a lieu. Pour tous les autres prélèvements et usages (usages non prioritaires de l'eau qu'elle soit issue du réseau d'eau potable ou non) : les restrictions s'appuient sur le périmètre géographique du bassin de gestion auquel appartient la commune où est effectuée l'action (d'arroser, de remplir sa piscine...).

PRÉLÈVEMENTS ET USAGES NON CONCERNÉS :

Les prescriptions définies ne s'appliquent pas aux prélèvements effectués en vue d'assurer les usages prioritaires :

- alimentation en eau potable des populations,
- intervention des services d'incendie et de secours,
- abreuvement des animaux,
- rafraîchissement des bâtiments.

Article 4 : Mesures complémentaires

Les maires peuvent à tout moment, sur le territoire communal, prendre par arrêté municipal des mesures de restriction complémentaires justifiées par des nécessités locales, sous réserve de compatibilité avec le présent arrêté. Une copie de ces arrêtés sera envoyée pour information à la Direction Départementale des Territoires.

A tout moment, le maire peut prendre des mesures de police administrative générale adapté à la situation pour restreindre l'usage de l'eau en application de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales.

D'une façon générale, le maire pourra mettre en œuvre des opérations dans le but :

- d'afficher dans les lieux publics des rappels des mesures d'économie d'eau,
- d'améliorer le rendement des réseaux d'eau,
- de sensibiliser toutes les populations et en particulier, les enfants aux pratiques d'économie d'eau,
- d'informer si nécessaire, les propriétaires de résidences secondaires, de la situation de sécheresse et des mesures d'économie à mettre en place.

Article 5 : Période de validité et modification de la situation

Les dispositions sont applicables à compter de la date de publication du présent arrêté et sont maintenues jusqu'au 31 octobre 2023 inclus.

En fonction de l'évolution des ressources en eau et des conditions climatiques sur le département, ces dispositions peuvent être renforcées, prolongées ou abrogées.

Article 6 : Sanctions

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^e classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les particuliers et 7 500 euros pour les personnes morales.

Article 7 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction

DDT de la Drôme
4, place Laennec
26 000 VALENCE
Tél. : 04 26 60 80 00
Mél. : ddt@drome.gouv.fr
www.drome.gouv.fr

DDT de Vaucluse
Cité administrative bat 5
84 000 AVIGNON
Tél. : 04 88 17 85 00
Mél. : ddt@vaucluse.gouv.fr
www.vaucluse.gouv.fr

DDT des Hautes-Alpes
3, place du Champsaur - BP50026
05 001 GAP Cedex
Tél. 04 92 40 35 00
Mél. : ddt@hautes-alpes.gouv.fr
www.hautes-alpes.gouv.fr

3/4

administrative compétente est saisie par l'application *Télérecours citoyen*, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Dans le même délai de deux mois à compter de la publication, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Mme la préfète de la Drôme - Direction départementale des territoires de la Drôme - 26015 VALENCE Cedex ou d'un recours hiérarchique auprès de la ministre de la transition écologique, de Mme la préfète de Vaucluse - Direction départementale des territoires de Vaucluse - 84 905 AVIGNON Cedex 9 ou de M le préfet des Hautes-Alpes - Direction territoriales des Hautes-Alpes - 05 000 GAP comme d'un recours hiérarchique auprès de la ministre de la Transition Écologique.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet, conformément à l'article R.421-2 du Code de justice administrative. Ce rejet implicite peut alors faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois.

Article 8 : Affichage et publication

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme, des Hautes-Alpes et du Vaucluse.

Une copie de cet arrêté sera transmise aux mairies concernées, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois avec l'obligation d'un affichage dans au moins un lieu public adapté pour la consultation par le public.

Le présent arrêté et l'arrêté cadre sus-visé sont consultables :

sur les sites internet des préfectures de la Drôme, des Hautes-Alpes et du Vaucluse

sur le site internet Propluvia du ministère de la Transition écologique : <https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluvia-public/>

Article 9 : Exécution

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- les Secrétaires Généraux et Directeurs de Cabinet des Préfectures de la Drôme des Hautes-Alpes et du Vaucluse ;
- les Maires des Communes de la Drôme, du Vaucluse et des Hautes-Alpes concernés ;
- les Commandants du Groupement de Gendarmerie de la Drôme, du Vaucluse et des Hautes-Alpes ;
- les Directeurs Départementaux de la Sécurité Publique de la Drôme, du Vaucluse et des Hautes-Alpes ;
- les Directeurs Départementaux des Territoires de la Drôme, du Vaucluse et des Hautes-Alpes ;
- les Directeurs Départementaux de la Protection des Populations de la Drôme, du Vaucluse et des Hautes-Alpes ;
- les Services départementaux de l'Office Français de la Biodiversité de la Drôme, du Vaucluse et des Hautes-Alpes ;
- les Directeurs Régionaux de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région AURA et PACA ;
- les Directeurs Territoriaux Départementaux de l'Agence Régionale de Santé de la Drôme, du Vaucluse et des Hautes-Alpes ;
- le Président de la commission locale de l'eau (CLE) du Lez.

Une copie sera adressée pour information à :

M. le Préfet Coordonnateur de Bassin ;

M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse ;

M. le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours.

Fait à VALENCE, le
La Préfète,

Fait à GAP, le
Le Préfet,

Fait à AVIGNON, le
La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale

Marie A. QUARC'H

Dominique DUFOUR

DDT de la Drôme
4, place Laennec
26 000 VALENCE
Tél. : 04 26 60 80 00
Mél. : ddt@drome.gouv.fr
www.drome.gouv.fr

DDT de Vaucluse
Cité administrative bat 5
84 000 AVIGNON
Tél. : 04 88 17 85 00
Mél. : ddt@vaucluse.gouv.fr
www.vaucluse.gouv.fr

DDT des Hautes-Alpes
3, place du Champsaur - BP50026
05 001 GAP Cedex
Tél. 04 92 40 35 00
Mél. : ddt@hauts-alpes.gouv.fr
www.hauts-alpes.gouv.fr

Annexe 1 à l'Arrêté interdépartemental n°26-2023-04-17-00003 (Drôme)

N°05-2023-05-04-17-00001 (Hautes-Alpes)

N°84-2023-035 (Vaucluse)

Mesures de gestion et de limitation des usages adaptées
à la situation de la ressource en eau

| Tableau des mesures générales de restriction des usages de l'eau (1) | | | | | | | | |
|---|---|--|------------------|--------------|---|---|---|---|
| Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole | | | | | | | | |
| Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise (3) | P | E | C | A |
| Tous usages Volumes prélevés | Rappel : En application des arrêtés ministériels portant prescriptions générales applicables aux prélèvements, les compteurs ou système de comptage concernant les prélèvements en cours d'eau, gravitairement ou par pompage et les prélèvements par forage (en nappe profonde ou d'accompagnement des cours d'eau) doivent respecter les mesures suivantes : | | | | X | X | X | X |
| | ils doivent être relevés à une fréquence mensuelle ; la date de relevé du compteur ou du système de comptage, le fonctionnement ou l'arrêt de l'installation, l'index du compteur et le volume prélevé depuis le précédent relevé doivent être enregistrés sur un registre prévu à cet effet. Ce registre sera présenté à toute réquisition des services de contrôle. | | | | | | | |
| | Relevé mensuel | Relevé à minima bimensuel | | | | | | |
| Usages prioritaires liés à la santé, à la salubrité et à la sécurité civile (dont la sécurité incendies) | Pas de limitation sauf arrêté spécifique | | | | X | X | X | X |
| Prélèvements d'eau directement dans les cours d'eau à usage domestique (tout prélèvement inférieur à 1 000 m ³ /an n'ayant pas d'usage agricole) | Interdiction | | | | X | | | |
| Arrosage des pelouses, massifs fleuris | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage | Interdit entre 9 h et 19 h | Interdiction | | X | X | X | X |
| Arrosage des jardins potagers | | Interdit entre 9 h et 19 h | | Interdiction | X | X | X | X |
| Arrosage des espaces verts et des ronds points | | Interdiction sauf plantations (arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an avec restriction d'horaire) | | Interdiction | | X | X | |

| Tableau des mesures générales de restriction des usages de l'eau (1) | | | | | | | | |
|---|-----------|--|---|--|---|---|---|---|
| Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole | | | | | | | | |
| Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise (3) | P | E | C | A |
| Dispositifs de récupération des eaux de pluie | | Utilisation possible pour l'arrosage des pelouses, massifs fleuris et jardins potagers avec recommandation d'une abstention d'arrosage entre 9 h et 19 h | | | X | X | X | X |
| Remplissage et vidange de piscines privées (de plus d'1m ³) | | Interdiction de remplissage et de vidange sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions | | Interdiction | X | | | |
| Piscines ouvertes au public | | | Vidange et remplissage soumise à autorisation auprès de l'ARS | Renouvellement, remplissage et vidange soumis à autorisation auprès de l'ARS | | X | X | |
| Alimentation en eau potable des populations (usages prioritaires : santé, salubrité, sécurité civile) | | Pas de limitation sauf arrêté municipal spécifique | | | X | X | X | X |
| Lavage de véhicules par des professionnels | | Interdiction sauf avec du matériel haute pression OU avec un système équipé d'un système de recyclage de l'eau | | Interdiction sauf impératif sanitaire | X | X | X | X |
| Lavage de véhicules chez les particuliers | | Interdit à titre privé à domicile ¹ . | | | X | | | |
| Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées | | Interdit sauf si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel et par lavage sous pression | | Interdit sauf impératif sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel et par lavage sous pression | X | X | X | X |
| Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement | | L'alimentation des fontaines publiques et privées en <u>circuit ouvert</u> est interdite, dans la mesure où cela est techniquement possible | | | X | X | X | |
| Jeux d'eau | | Interdit sauf ceux à eau recyclée ou raison liée à la santé publique (dont en cas d'activation du niveau 3 du plan national canicule par le préfet de département) | | | X | X | X | X |

1 En application de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique

| Tableau des mesures générales de restriction des usages de l'eau (1) | | | | | | | | |
|--|--|---|---|---|---|---|---|---|
| Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole | | | | | | | | |
| Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise (3) | P | E | C | A |
| Arrosage des terrains de sport | | Interdit entre 9 h et 19 h | | Interdiction (sauf arrosage de manière réduite au maximum pour les terrains d'entraînement ou de compétition à enjeu national ou internationale, sauf en cas de pénurie en eau potable) | | X | | X |
| Arrosage des golfs (Conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024) | d'économie d'eau Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau (affichage en | Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8 heures à 20 heures de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 % Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadaire pour l'arrosage. | Réduction des volumes d'au moins 60 % par une interdiction d'arroser les fairways 7 j/7. Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des « greens et départs ». | Interdiction d'arroser les golfs. Les greens pourront toutefois être préservés, sauf en cas de pénurie d'eau potable, par un arrosage « réduit au strict nécessaire » entre 20 h et 8 h, et qui ne pourra représenter plus de 30 % des volumes habituels. | X | X | X | |

| Tableau des mesures générales de restriction des usages de l'eau (1) | | | | | | | | |
|--|--|---|--|--|---|---|---|---|
| Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole | | | | | | | | |
| Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise (3) | P | E | C | A |
| Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) | Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau | <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions applicables aux activités industrielles commerciales et artisanales s'appliquent sauf si :</p> <p>a/ L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement prévaut alors.</p> <p>b/ L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques, ...). L'établissement tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier d'application.</p> <p>C / L'exploitant prélève dans une ressource maîtrisée</p> | | | | | X | X |
| Activités industrielles (dont ICPE) commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est > à 1000 m ³ /an | Sensibiliser les exploitants aux règles de bon usage d'économie d'eau | Réduction des prélèvements d'eau de 20 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse | Réduction des prélèvements d'eau de 40 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse | L'interdiction de prélever peut-être décidée par le préfet de département. | | X | X | |
| Centrales hydroélectriques, moulins (< 500 kW) | Sensibiliser les exploitants aux règles de bon usage d'économie d'eau | <p>Obligation de restituer à l'aval immédiat des ouvrages de prise d'eau l'intégralité du débit amont (sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installations dont le règlement prévoit des dispositions sécheresse - si le canal d'aménée comporte un usage agricole autorisé, possibilité de maintenir l'ouvrage en eau jusqu'à l'atteinte du débit réservé) | | | X | X | X | X |

| Tableau des mesures générales de restriction des usages de l'eau (1) | | | | | | | | | |
|--|---|--|---|--------------|---|---|---|---|---|
| Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole | | | | | | | | | |
| Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise (3) | P | E | C | A | |
| Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national | Sensibiliser les industriels aux règles de bon usage d'économie d'eau | <p>Pour les centres nucléaires de production d'électricité, modification temporaire des modalités de prélèvement et de consommation d'eau, de rejet dans l'environnement, et/ou limites de rejet dans l'environnement des effluents liquides en cas de situation exceptionnelle par décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire (appelées décision "Modalités" et décision "Limites") homologuées par le Ministère chargé de l'environnement.</p> <p>Pour les installations thermiques à flamme, les prélèvements d'eau liés au refroidissement, aux eaux de process ou aux opérations de maintenance restent autorisées, sauf si dispositions spécifiques prises par arrêté préfectoral.</p> <p>Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'Environnement.</p> | | | | | | | X |
| irrigation gravitaire et aspersion (sauf prélèvements à partir de retenues de stockage déconnectées de la ressource en eau en période d'étiage) <i>Ces mesures de restriction ne s'appliquent pas aux prélèvements collectifs réalisés à partir des ressources dites « maîtrisées » dérivant les eaux de la Durance.</i> | Prévenir les agriculteurs | <ul style="list-style-type: none"> - Interdiction d'irriguer entre 9 h et 19 h (tolérance sur l'horaire de début d'interdiction pour l'irrigation par enrouleur, jusqu'à 11 h) - Réduction des prélèvements de 20 % (2) | <ul style="list-style-type: none"> - Interdiction d'irriguer entre 9 h et 19 h - Réduction des prélèvements de 40 % (2) | Interdiction | | | | | X |

| Tableau des mesures générales de restriction des usages de l'eau (1) | | | | | | | | |
|---|-----------|---|---|---|---|---|---|---|
| Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole | | | | | | | | |
| Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise (3) | P | E | C | A |
| Prélèvements pour alimentation des canaux gravitaires, (Ces mesures de restriction ne s'appliquent pas aux prélèvements collectifs réalisés à partir des ressources dites « maîtrisées » dérivant les eaux de la Durance.) | | – Réduction des prélèvements de 20 % (2) | – Réduction des prélèvements de 40 % (2) | Interdiction | | | | X |
| Irrigation des cultures par système d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspiration par exemple). | | Autorisé | | Interdiction | | | | X |
| Irrigation des cultures de : – semences, – horticulture, – maraîchage/ cultures légumières, – pépinière dont viticole – jeunes plants de moins de 1 an pour des cultures pérennes, | | Soumis aux mesures correspondantes à la technique d'irrigation décrites ci-dessus | Soumis aux mesures correspondantes à la technique d'irrigation décrites ci-dessus | Interdiction d'irriguer entre 9 h et 19 h | | | | X |

| Tableau des mesures générales de restriction des usages de l'eau (1) | | | | | | | | |
|---|--|--|--|-----------|---|---|---|---|
| Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole | | | | | | | | |
| Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise (3) | P | E | C | A |
| Irrigation des cultures à partir de retenues de stockage déconnectées de la ressource en eau en période d'étiage) prélèvements collectifs réalisés à partir des ressources dites « maîtrisées » dérivant les eaux de la Durance. | | Recommandation d'une abstention d'irrigation entre 9 h et 19 h | | | | | | X |
| Abreuvement des animaux | | Pas de limitation sauf arrêté spécifique | | | | | | X |
| Irrigation dans le cadre de la gestion collective (OUGC) | Proposition de mesures d'anticipation par l'OUGC | Proposition par l'OUGC de modalités de gestion spécifiques après validation par le préfet et inscription dans l'arrêté cadre | Interdiction | | | | | X |
| Remplissage / vidange des plans d'eau (dont retenues de stockage) | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau | Interdiction Sauf pour les usages commerciaux sous autorisation du service de police de l'eau concerné (4) | | | X | X | X | X |
| Navigation fluviale | | Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques selon les axes et les enjeux locaux | Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques selon les axes et les enjeux locaux (4) Arrêt de la navigation si nécessaire | | | | X | |
| Travaux en cours d'eau | | Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques | Report des travaux sauf : situation d'assec total ; pour des raisons de sécurité ; dans le cas d'une restauration, renaturation du cours d'eau. Déclaration au service de police de l'eau de la DDT | | | X | X | X |

(1) Ces mesures ne sont pas applicables dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.

(2) *L'interdiction horaire a pour objectif de limiter l'irrigation et l'arrosage durant les heures où l'évapotranspiration est maximale. Afin de garantir une réelle réduction des prélèvements, cette interdiction horaire doit être associée à une réduction effective des prélèvements. Lorsque l'interdiction horaire se heurte à des impossibilités techniques, pour la mise en eau des canaux gravitaire seule le pourcentage de réduction EN DÉBIT INSTANTANÉ est à respecter. Dans les contextes dans lesquels des points de prélèvement sont regroupés géographiquement et pour lesquels l'interdiction horaire mène alors à un impact local et temporel important, les règlements définissant des tours d'eau seront à privilégier, avec le même objectif de réduction des volumes prélevés,*

(3) *A noter qu'à titre exceptionnel, une mesure de restriction adaptée peut s'appliquer sous certaines conditions, notamment à la demande de l'utilisateur qui n'entre pas dans un type d'activités ou sous-catégorie d'usage définis ici ou à l'initiative du préfet*

4) *A noter : L'arrêté du 9 juin 2021, fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, précise dans son article 8 que :*

« Dans le cas des plans d'eau alimentés par prélèvement en cours d'eau et nappe d'accompagnement, le remplissage est interdit du 15 juin au 30 septembre. Ainsi, aucun prélèvement n'est effectué dans cette période à l'exception des prélèvements indispensables au bon fonctionnement des piscicultures et des cas exceptionnels arrêtés par le préfet, dans le respect des dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement. »

« En cas de prélèvement dans un cours d'eau au régime hydrologique nival, la période d'interdiction de remplissage est fixée sur la période d'étiage hivernal de ces cours d'eau, du 15 décembre au 15 mars. Le préfet peut adapter ces dates par arrêté motivé. »

Annexe 2 à l'Arrêté interdépartemental n°26-2023-04-17-00003 (Drôme)
 N°05-2023-05-04-17-00001 (Hautes-Alpes)
 N°84-2023-035 (Vaucluse)
 Zones hydrographiques de gestion



- | | |
|---|--|
|  limites départementales |  Communes concernées par cet arrêté |
|  Zones de gestion sécheresse | |

**Annexe 3 à l'Arrêté interdépartemental n°26-2023-04-17-00003 (Drôme)
N°05-2023-05-04-17-00001 (Hautes-Alpes)
N°84-2023-035 (Vaucluse)
Appartenance des communes aux zones hydrographiques de gestion**

Bassin versant du Lez Provençal – Lauzon

| DEPT | Code INSEE | Nom de la Commune |
|------|------------|---------------------------------|
| 26 | 26033 | BAUME-DE-TRANSIT (LA) |
| 26 | 26064 | BOUCHET |
| 26 | 26070 | CHAMARET |
| 26 | 26099 | COLONZELLE |
| 26 | 26146 | GRIGNAN |
| 26 | 26192 | MONTBRISON-SUR-LEZ |
| 26 | 26202 | MONTJOUX |
| 26 | 26211 | MONTSEGUR-SUR-LAUZON |
| 26 | 26226 | LE PEGUE |
| 26 | 26275 | ROCHEGUDE |
| 26 | 26276 | ROCHE-SAINT-SECRET-BECONNE (LA) |
| 26 | 26286 | ROUSSET-LES-VIGNES |
| 26 | 26322 | SAINT-PANTALEON-LES-VIGNES |
| 26 | 26335 | SALLES-SOUS-BOIS |
| 26 | 26326 | SAINT-RESTITUT |
| 26 | 26342 | SOLERIEUX |
| 26 | 26346 | SUZE-LA-ROUSSE |
| 26 | 26348 | TAULIGNAN |
| 26 | 26360 | TEYSSIERES |
| 26 | 26373 | VESC |
| 84 | 84019 | BOLLENE |
| 84 | 84053 | GRILLON |
| 84 | 84097 | RICHERENCHES |
| 84 | 84138 | VALREAS |
| 84 | 84150 | VISAN |

Bassin versant de l'Éygues

| DEPT | Code INSEE | Nom de la Commune |
|-------------|-------------------|--------------------------|
| 05 | 05091 | MOYDANS |
| 05 | 05117 | RIBEYRET |
| 05 | 05126 | ROSANS |
| 05 | 05129 | SAINT-ANDRE-DE-ROSANS |
| 05 | 05169 | SORBIERS |
| 05 | 05024 | VALDOULE |
| 26 | 26013 | ARPAVON |
| 26 | 26016 | AUBRES |
| 26 | 26046 | BELLECOMBE-TARENDOL |
| 26 | 26047 | BELLEGARDE-EN-DIOIS |
| 26 | 26060 | BESIGNAN |
| 26 | 26076 | LA CHARCE |
| 26 | 26082 | CHATEAUNEUF-DE-BORDETTE |
| 26 | 26089 | CHAUDEBONNE |
| 26 | 26091 | CHAUVAC-LAUX-MONTAUX |
| 26 | 26103 | CONDORCET |
| 26 | 26104 | CORNILLAC |
| 26 | 26106 | CORNILLON-SUR-L'OULE |
| 26 | 26112 | CURNIER |
| 26 | 26123 | ESTABLET |
| 26 | 26130 | EYROLES |
| 26 | 26161 | LEMPES |
| 26 | 26182 | MIRABEL-AUX-BARONNIES |
| 26 | 26190 | MONTAULIEU |
| 26 | 26199 | MONTFERRAND-LA-FARE |
| 26 | 26209 | MONTREAL-LES-SOURCES |
| 26 | 26216 | MOTTE-CHALANCON (LA) |
| 26 | 26220 | NYONS |
| 26 | 26227 | PELONNE |
| 26 | 26233 | PIEGON |
| 26 | 26238 | PILLES (LES) |
| 26 | 26244 | POET-SIGILLAT (LE) |
| 26 | 26246 | POMMEROL |
| 26 | 26264 | REMUZAT |
| 26 | 26269 | ROCHEBRUNE |
| 26 | 26283 | ROTTIER |
| 26 | 26286 | ROUSSIEUX |

| DEPT | Code INSEE | Nom de la Commune |
|-------------|-------------------|---------------------------|
| 26 | 26288 | SAHUNE |
| 26 | 26300 | SAINT-DIZIER-EN-DIOIS |
| 26 | 26304 | SAINT-FERREOL-TRENTE-PAS |
| 26 | 26317 | SAINT-AURICE-SUR-EYGUES |
| 26 | 26318 | SAINT-MAY |
| 26 | 26329 | SAINT-SAUVEUR-GOUVERNET |
| 26 | 26306 | SAINTE-JALLE |
| 26 | 26367 | TULETTE |
| 26 | 26363 | VALOUSE |
| 26 | 26367 | VENTEROL |
| 26 | 26369 | VERCLAUZE |
| 26 | 26376 | VILLEPERDRIX |
| 26 | 26377 | VINSOBRES |
| 84 | 84022 | BUISSON |
| 84 | 84028 | CAIRANNE |
| 84 | 84061 | LAGARDE-PAREOL |
| 84 | 84091 | PIOLENC |
| 84 | 84117 | SAINT-ROMAIN-DE-MALEGARDE |
| 84 | 84106 | SAINTE-CECILE-LES-VIGNES |
| 84 | 84127 | SERIGNAN-DU-COMTAT |
| 84 | 84134 | TRAVAILLAN |
| 84 | 84135 | UCHAUX |
| 84 | 84146 | VILLEDIEU |